

Hôpital « manarapenitra » : liesse autour d'un mystère

Tribune - Tribune libre - Jonasy Joelson – 07/12/12

Le premier hôpital ultramoderne de Madagascar vient d'être inauguré avec faste à Antsiranana, pour l'immense bonheur de la capitale du Nord. Le Président de la transition ne peut qu'en être fier. Comment, d'ailleurs, ne pas l'être face à cette merveille qui éclipse les CHU fantômes de Befelatanana et les infrastructures désuètes de HJRA. D'autant plus que ce sublimesse joyau est, pour ainsi dire, tombé du ciel, à l'insu de tous projets de loi de finances et au grand étonnement de tout un peuple à qui la transition n'ose pas lever le voile sur les tenants et aboutissements de ces investissements publics hors budget.

Madagascar n'est pas le premier pays à profiter de ces infrastructures ultramodernes. Plusieurs pays africains ont déjà été des heureux récipiendaires d'hôpitaux et autres édifices publics aux normes et standards internationaux. L'Union Africaine elle-même vient de se doter d'un splendide bâtiment à Addis-Abeba, un grand immeuble de 30 étages, de plus de 100 mètres de haut, abritant 500 bureaux, d'une valeur estimée à 200 millions de dollars, sans déboursier le moindre centime. Il est évident que tous ces investissements ne pouvaient être financés par le budget propre des pays concernés. Il est inimaginable que des pays classés « *poor* » (pauvres)- un cran en-dessous des pays « *struggling* » (à la traîne) selon le classement de James Wolfensohn dans sa vision d'un monde à quatre vitesses- puissent disposer de moyens financiers leur permettant d'autofinancer la construction d'un édifice d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Encore moins quand le pays est sous sanction comme Madagascar, privé des financements extérieurs des bailleurs traditionnels et amputé des fonds destinés aux PPT (Pays Pauvres Très Endettés) depuis le putsch de 2009. Étant donné que, par ailleurs, les membres du CAD (Comité d'aide au développement) de l'OCDE, malmenés par la dramatique crise financière de 2008, ont préféré freiner leur généreux IDE (Investissements directs étrangers) à destination des pays africains.

Demeure le point d'interrogation sur la source des financements investis dans ces projets d'infrastructures ?

Pendant la dernière décennie, la Chine est le pays le plus actif en Afrique. Les chiffres sont là pour l'attester ; sur les 56 milliards d'investissements destinés à l'Afrique, les 6,5 milliards ont été apportés par la Chine. Dans son Livre blanc, la Chine relate qu'elle a déjà financé plus de 500 projets d'infrastructures jusqu'en 2009 dont une centaine d'hôpitaux ultramodernes, dans le cadre de la coopération sino-africaine. Autant dire que la Chine répond à la frilosité des pays européens. Au point de faire pâlir d'envie l'ancien directeur de FMI, Michel Camdessus, qui n'a pas manqué de souligner, dans le journal « Les Echos » que la France n'a pas intérêt à « se détourner d'un continent qui pourrait frôler les 7% de croissance par an ». Réaction proche de celle du PDG de Total, Christophe de Margerie qui a déclaré lors du meeting de Nice destiné à l'Afrique en 2010, que la France doit veiller à ce que les Chinois ne soient pas seuls à venir en aide à l'Afrique ».

Lors du Forum Chine-Afrique qui s'était déroulé à Charm-El-Cheikh en 2010, le Premier Ministre chinois Wen Jiabao avait révélé que son pays prépare pour l'Afrique une enveloppe de 10 milliards d'USD de prêts bonifiés pour aider ce continent à développer ses capacités financières. Sans omettre le projet social connu sous le nom de « Projet de l'Espoir » initié par China Youth Development Fondation pour la construction en Afrique de 1000 écoles sur une période de 10 ans.

La question qui reste à clarifier est celle-ci : comment la Chine finance-t-elle ses projets en Afrique ?

Il se trouve que l'accord d'une ligne de crédit via le très puissant organisme financier Exim Bank est le procédé le plus courant utilisé par la Chine dans la plupart de ses interventions en Afrique. La RDC (République Démocratique de Congo) figure parmi les pays ayant bénéficié de ces lignes de crédit chinois pour un montant de 6 milliards d'USD destinés à la construction de diverses infrastructures publiques dont des hôpitaux « manarapenitra ». Le Nigeria a également eu sa part de gâteau à hauteur de 26 milliards d'USD pour la construction de trois raffineries et un complexe pétrochimique. Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Cependant, il est impensable que ces financements soient octroyés sans contrepartie.

Dans bien de pays africains, ces financements sont accordés en échange d'un contrat minier à long terme signé par le pays bénéficiaire en faveur de la Chine. L'accès préférentiel à des ressources minières constitue l'une des garanties au financement de ces projets d'infrastructures et la jouissance à long terme de ces ressources comme moyen de remboursement de ces lignes de crédits accordés par la Chine.

Pour le cas de Madagascar, c'est l'opacité totale sur l'accord conclu entre la transition et le chinois Wisco, détenteur d'un permis d'exploitation de fer dans le périmètre minier de Soalala. La seule information disponible est celle relative à un virement de 100 millions d'USD à destination de la Banque Centrale Malgache de la part de cette entreprise chinoise. La Chambre haute malgache a eu l'occasion de demander au ministre des Finances et du Budget des explications sur cette somme et son utilisation, lors de son interpellation à Anosikely, sans pour autant en être suffisamment éclairée par les éléments de réponse livrés par le grand argentier malgache lors de ce débat.

Si la piste chinoise est la plus privilégiée au sujet du financement des ces hôpitaux « manarapenitra », la manière par laquelle l'État malgache adjuge le marché lié à leur équipement reste floue.

À ma connaissance, aucun AOI (Appel d'Offre Internationale) n'a été lancé pour l'attribution de ce gros marché de plusieurs centaines de milliards d'ariary. Alors que plusieurs sociétés de renom sont présentes sur le marché des équipements hospitaliers, à savoir le français SFEH (Société Française de l'Équipement Hospitalier) déjà présent à Ndjamena, l'espagnol Makiber à Angola, le hollandais Simed International en Zambie, etc. Idem pour la désignation du bureau d'études chargé du contrôle au niveau de la maîtrise d'ouvrage de ces constructions d'infrastructures « clés en main ». Un volet que l'État malgache ne devrait pas négliger pour éviter d'avoir le même problème que les Angolais qui ont dû évacuer d'urgence 150 malades après la découverte d'une fissure dans les murs du service de pédiatrie et de gynécologie de l'hôpital « *manarapenitra* » de Luanda, construit il y a à peine huit ans. Car il faut se rendre à l'évidence ! Une compétence confirmée en ingénierie hospitalière est plus que nécessaire pour pouvoir bien parfaire la construction et l'équipement de ces hôpitaux ultramodernes.

Quid maintenant de l'accès à ces hôpitaux ultramodernes ? Leur gratuité est-elle un bluff ou une sincérité ?

Gratuité ! C'est trop beau pour être vrai de pouvoir passer par tout le service imagerie flambant neuf sans déboursier un sou. En ce sens où cela fera vraiment oublier les vieux CHU de Madagascar où tout est payant, de la compresse aux seringues en passant par la facture des analyses, etc. La situation est encore plus catastrophique au niveau des CSB (Centres de santé de base) où tout manque, obligeant l'État à les fermer un à un et à recourir à des prélèvements auprès des pharmacies pour financer le coût des soins de personnes démunies souhaitant s'y rendre, via une caisse appelée « fonds d'équité ». Les CHU de la capitale survivent également grâce au dispositif PFU (Participation financière des usagers) sans quoi il leur serait impossible de payer leur bouteille d'oxygène. La même formule sera-t-elle retenue pour les hôpitaux « *manarapenitra* » ? L'État malgache pourra-t-il trouver une autre source de financement pour financer leur fonctionnement ? Dans l'hypothèse où c'est bien Exim Bank qui a été le financier en amont de ces hôpitaux, sa ligne de crédit sera-t-elle encore présente en aval pour financer toutes les charges liées à leur fonctionnement ? *Wait and see !*

Espérons que le peuple ne soit pas bluffé par la transition et que son euphorie lors de l'accueil de ces infrastructures ne s'écroule comme un château de sable, quand il aura appris que le pouvoir lui a menti. Le projet de loi de finances 2013 a bien prévu la dotation de postes budgétaires en faveur de ces nouveaux hôpitaux, sans plus. Si toutes leurs charges étaient supportées entièrement par le budget interne du Ministère de la santé, que deviendraient les CHU existants ? Car il n'y aura pas suffisamment de budget pour couvrir le coût du fonctionnement de ces deux catégories de centre hospitalier, compte tenu du fait que le budget de ce ministère de tutelle n'a pas été sensiblement révisé à la hausse en comparaison avec le budget 2012.

En somme, que l'État malgache comprenne que les financements étrangers sont loin d'être désintéressés. Qu'ils émanent de bailleurs traditionnels ou des pays émergents comme la Chine, tous sont mus par des intérêts économiques semblables, à savoir un accès facile aux ressources naturelles, et des intérêts

géopolitiques leur permettant de conserver ou renforcer leur influence sur le pays cible. De ce fait, il est judicieux pour les dirigeants politiques malgaches d'informer le peuple via le Parlement avant de signer un contrat minier à long terme, afin que tout soit transparent et que le pays ne soit pas lié par des initiatives unilatérales de quelques groupes de personnes malintentionnées à des partenaires qui veulent piller le pays sous prétexte d'une construction d'hôpitaux ou de coliséums ultramodernes et jamais disposés à conclure un échange mutuellement avantageux du genre « *win-win* » où toutes les parties y trouveraient leur compte.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Hopital-manarapenitra-liesse,18241.html>